



CAHIER D'ACTEUR

NOUVEAUX RÉACTEURS 27.10.2022
NUCLÉAIRES ET PROJET PENLY 27.02.2023

N°75 - 27 FEVRIER 2023



Le point de vue du Parti Communiste 76

EN BREF.

Le débat public sur le nucléaire intervient dans un contexte politique et économique extrêmement compliqué. Les projets relatifs à l'EPR 2 semblent aujourd'hui ne pas soulever les contestations antérieures tant les questions de l'énergie sont au centre du débat politique et public.

C'est dans ces conditions que les projets de l'PER 2 s'inscrivent dans des perspectives de renouvellement du parc nucléaire français comme l'a indiqué dans une annonce le Président de la République le 11 février 2022. Sans projet nucléaire de grande envergure dans des délais les plus courts, le risque de voir notre indépendance énergétique se fracturer un peu plus est réel. Nos besoins énergétiques sont très importants mais les décisions de rendre le parc automobile entièrement rechargeable à l'électricité, dès 2035, posent questions. Indépendamment des lobbys anti-nucléaires, ou autres associations contestataires doit peser sur les décisions finales en faveur d'un mix énergétique autour du nucléaire, aux besoins de toute la population française.

Contact : Parti communiste 76

27 rue des maillots, 76200

DIEPPE

02.32.90.19.72

Site Internet : @PcfDieppe



Débat public nouveaux réacteurs nucléaires et projet Penly
244 Boulevard Saint-Germain – 75007 Paris
nouveaux-reacteurs-nucleaires@debatpublic.fr
www.debatpublic.fr/nouveaux-reacteurs-nucleaires-et-projet-penly



REPONSE AUX BESOINS EN MATIERE ENERGETIQUE

Notre pays, doté d'un outil nucléaire sur l'ensemble du territoire, a permis d'amener dans les foyers de l'électricité parmi les moins chères des pays développés.

Les inégalités d'accès à l'électricité demeurent cependant dans notre pays où un grand nombre d'habitants font l'objet de coupures pour défaut de paiement, notamment lorsque les familles sont en grandes difficultés.

La loi NOME a contraint EDF à vendre 25% de sa production d'énergie nucléaire à ses concurrents au motif que le marché concurrentiel ne permet pas aux opérateurs privés de proposer des tarifs attractifs. Ce sont les investissements d'EDF qui ont permis de produire cette énergie.

Investissements garantis par l'Etat remboursés par les factures payées par les usagers. Cette loi a permis une nouvelle étape dans la libéralisation du secteur de l'énergie.

Les besoins en énergie sont de plus en plus importants compte tenu de nos besoins industriels et humains en termes de nombreux progrès sociaux mis au point par cette technologie.

Cependant, grand nombre de la population est encore privé de cette énergie. Ils seraient encore 2 milliards. En France, les inégalités existent encore sur l'accès à l'énergie.

Cette situation engendre des coupures pour cause d'impayés. De nombreux logements sont mal chauffés avec en conséquence des habitants en mal être. L'énergie au même titre que l'eau sont des enjeux essentiels pour un futur pacifique et apaisé durable de l'humanité.

DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION ENERGETIQUE

Bien que la production d'énergie nucléaire nécessaire soit incontournable au regard de l'exigence de notre puissance énergétique afin de répondre à nos besoins, il convient d'envisager d'élargir le mix énergétique.

En fonction des territoires, il faut renforcer la production électrique au moyen de l'hydro-électrique, l'éolien pour les régions

géographiques enclavées ou difficiles à connecter aux réseaux de transport, photovoltaïque, géothermique.

Il existe aussi, mais à moindre échelle, l'agrobio-masse mais en évitant de créer des déséquilibres avec la production alimentaire.

Il est indispensable de rechercher une meilleure efficacité énergétique des activités humaines notamment par la chasse aux gaspillages. IL faut impérativement, mettre en place un mode de croissance et développement en dehors des contraintes de productivisme ainsi que la course à la rentabilité financière, cette exigence reste notre objectif.

MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LES DECHETS

De gros efforts doivent être faits sur le recyclage des déchets engendrés par l'industrie nucléaire.

Cependant, il est urgent de mettre en place un programme de recherche pour améliorer le retraitement de ces déchets, avec le budget financier correspondant.

C'est un impératif au regard des risques encourus par les générations futures.

LE BESOIN D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE

La confiance accordée par les Français dans l'industrie nucléaire, tient essentiellement, à la maîtrise publique totale sur la filière nucléaire civile de la production d'électricité.

Or, en organisant le bradage des secteurs industriels et énergétiques, l'Etat français abandonne des leviers stratégiques de développements économiques. Cette perspective concourt à la fragilisation de l'indépendance énergétique française.

A terme, il y a un risque de l'abandon de la péréquation tarifaire nationale et une perte de la maîtrise publique. Il faut maintenir la sécurité de l'approvisionnement pour l'ensemble des populations.

La France ne doit pas s'extraire aux principes d'égalité de traitement et de solidarité nationale et territoriale, garantis notamment par la péréquation tarifaire nationale.

LES CONDITIONS POUR REUSSIR LA TRANSITION ENERGETIQUE

Les transports sont les principaux émetteurs de CO2. Le parti communiste agit pour tenter de répondre à cette problématique. Vient ensuite les émissions de CO2 consécutives aux logements. Il devient plus qu'urgent de mettre en place un plan réel de rénovation des logements notamment au regard de leur isolation, et des décisions prises lors de la COP21.

La rénovation thermique est, dans ces conditions, devenue une obligation et une nécessité.

Le rythme des rénovations urbaines est globalement insuffisant, souvent en raison des difficultés financières rencontrées par les propriétaires et les bailleurs.

La précarité énergétique frappe aujourd'hui, en France, plus de 12 millions de personnes. La puissance publique nationale doit jouer tout son rôle au regard de l'urgence climatique et du caractère stratégique de l'énergie, tant pour les usagers, que pour l'industrie.

LE MIX ENERGETIQUE

Le PCF agit pour un mix énergétique diversifié, prenant en compte le niveau des différentes technologies, leur bilan énergétique et écologique surtout leur cycle de vie (fabrication, utilisation, démantèlement, et recyclage) en priorisant les moins émettrices en CO2. C'est particulièrement vrai pour la production électrique, dont le stockage indirect reste difficile et coûteux.

Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables au côté de notre mix énergétique historique d'origine, nucléaire et hydraulique. Leur développement exige l'impulsion de la structuration de véritables filières encadrée par la puissance publique.

Nous observons que la théorie du « laisser faire le marché » est très antagoniste, et est une impasse économique et écologique.

SECURISATION DE L'INDUSTRIE ELECTRONUCLEAIRE

Notre pays doit veiller à ce que son industrie électronucléaire se développe en maîtrisant les modèles de « centrales sûres », les mieux conformes à ses besoins.

Le stockage des combustibles usagés doit être réalisé suivant les prescriptions de l'agence de sûreté nucléaire qui pilote et organise le contrôle externe avec l'appui de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, doivent avoir les moyens en personnel et en compétence pour juger des contrôles à exercer, pour apporter les justifications d'arrêt ou de poursuite de l'exploitation électronucléaire.

L'Etat se doit de tenir compte des décisions de ces organismes. Le PCF propose de créer un établissement public en charge de l'ensemble des énergies permettant à la nation de reprendre progressivement le contrôle d'un secteur essentiel à son devenir et d'en organiser une maîtrise publique au service des usagers.

Dans ces objectifs, la garantie de haut niveau de statut de tous les salariés est une nécessité et est incontournable.

Il est impératif de limiter la sous traitance afin d'éviter toute dissolution des responsabilités.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

On évalue la venue de 8000 salariés dans la phase maximale du chantier. Cette perspective doit être une valeur ajoutée pour le territoire. La venue de ces salariés de ce futur chantier doit être absolument anticipée notamment en termes d'accueil.

En premier lieu, le logement qui doit correspondre aux besoins des nouveaux arrivants dans des conditions décentes. Les services publics doivent être dimensionnés en fonction d'une augmentation de 10% de la population du territoire.

Ces usagers supplémentaires doivent être accueilli par de vrais moyens : hôpital, pompiers, sous-préfecture, culture, loisirs ect... En outre, il faut améliorer l'aspect multimodal des transports. Adapter les infrastructures portuaires pour être en mesure de traiter les colis lourds.

On observe que c'est dans ce contexte que l'Etat diminue de façon drastique les moyens alloués aux communes.

EMPLOIS/ FORMATIONS

Depuis près de 25 ans, notre département accueille deux sites nucléaires (Paluel et Penly). Un grand nombre d'habitants travaillent ou vivent de ces sites électronucléaires.

À la suite de la casse industrielle intervenue ces dernières décennies, nous connaissons la perte de savoir dans nombre de professions. C'est l'occasion pour des centaines de salariés d'acquérir une formation valorisante. Des engagements précis doivent être pris sur l'ensemble des personnels locaux, départementaux et régionaux.

Il faut développer les formations post-bac au nord du département (Lycée Néruda et Emulation dieppoise). Cela doit être l'occasion de créer une école d'ingénieurs en partenariat avec EDF.

Il faut associer la formation supérieure à un laboratoire décentralisé pour constituer un pôle énergétique. On se doit de préparer le bassin d'emploi à l'arrivée de l'EPR pour lutter contre le dumping-social.

Favoriser l'implication d'entreprises locales et régionales notamment sur le BTP.

Coordonner ces différentes actions de formation : pôle emploi, mission locale, plan régional de formation. Nous exigeons les moyens correspondants pour mettre en œuvre tous ces objectifs.

CONCLUSION

L'énergie est un secteur stratégique à extraire des griffes du « marché », des intérêts privés et des logiques de concurrence exacerbées.

Nous exigeons un bilan complet de la déréglementation. La France a besoin d'un grand service public de l'énergie, démocratisé et au service de l'intérêt général.

Dans le cadre de ce cahier d'acteur, le PCF de la région dieppoise soutient avec force le projet des EPR sur Penly

